



## **Communiqué de l'AFPS : Proche-Orient : stop à l'engrenage !**

Entre jeudi et vendredi l'armée israélienne a lancé une série de raids aériens particulièrement meurtriers contre la bande de Gaza et sa population, tuant en 24 heures 14 personnes et faisant 40 blessés.

La première frappe sur Rafah, à la frontière avec l'Égypte, a fait six morts palestiniens. De même, des Égyptiens ont été tués jeudi lorsqu'un hélicoptère de combat israélien a tiré une roquette près de la frontière faisant 3 morts. L'Égypte a rappelé son ambassadeur à Tel-Aviv tandis que le Hamas a estimé que la trêve avait été rompue. Des tirs de roquettes ont lieu en riposte.

Cette situation est très dangereuse et nous alertons vivement les autorités françaises pour qu'elles prennent toutes leurs responsabilités.

Ces raids aveugles et meurtriers israéliens sont présentés comme une riposte au triple attentat commis en Israël près d'Eilat qui a fait huit victimes - militaires et civils. L'AFPS, tout en condamnant clairement les attentats d'Eilat dont on ne connaît pas les auteurs, tient à réaffirmer qu'ils ne constituent en rien une justification quelconque au meurtre des civils palestiniens sous occupation, qui de plus sont assiégés par Israël dans la bande de Gaza et maintenus sous un blocus illégal depuis plus de 6 ans.

La France ne doit pas se limiter à condamner le triple attentat perpétré à Eilat, loin de Gaza. Elle doit également condamner sans ambiguïté les raids israéliens contre la population civile gazouïe et contre des soldats égyptiens qui n'ont rien à voir avec la mort des Israéliens à Eilat. .

Alors que se développe un mouvement social sans précédent en Israël et tandis que les Palestiniens entendent demander en septembre la reconnaissance de leur état indépendant par l'ONU à l'occasion de son assemblée générale, le gouvernement israélien de Netanyahu, comme à son habitude, se lance dans une fuite en avant cherchant à l'évidence un dérivatif au double défi social et politique auquel il est confronté et auquel il se refuse de répondre sérieusement.

Tout au contraire de cette politique, c'est la paix qu'il faut aider à s'imposer, c'est à dire le droit, la fin de l'occupation et de la colonisation - occupation et colonisation que poursuivent aujourd'hui les dirigeants israéliens, notamment à Jérusalem, comme autant de provocations délibérées censées empêcher la solution de deux États indépendants - Israël et la Palestine - vivant côte à côte dans la sécurité chacun dans les frontières 1967. Voie de la paix et du droit, c'est celle de la raison. Dans l'intérêt des deux peuples. Celle que nous souhaitons d'entendre de la France, de l'Europe et des Nations Unies. Plus que jamais l'admission de la Palestine à l'ONU en septembre prochain s'impose. Rien ne doit nous faire dévier de cet objectif politique majeur.

Bureau national de l'AFPS Le 20 août, 16 heures